Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

Côte d'Ivoire

MISSION DE MISE EN OEUVRE DU PROJET DE RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE EN MILIEU URBAIN (PREMU)

du 2 au 6 octobre 2017

Aide-mémoire

A. INTRODUCTION

1. Une mission de la Banque Mondiale a séjourné à Abidjan, du 2 au 6 octobre 2017, pour superviser la mise en œuvre du Projet de Renforcement de l'Alimentation en Eau Potable en Milieu Urbain (PREMU). Les objectifs de la mission étaient (i) d'évaluer les progrès réalisés sur la mise en œuvre des composantes du projet ; (ii) d'analyser la passation de marchés et la gestion financière du projet ; (iii) de s'assurer de la mise en œuvre des mesures de sauvegarde environnementale et sociale ; et (iv) d'examiner le système de suivi et d'évaluation du Projet.

2. L'IDA tient à remercier Monsieur Amédé Koffi Kouakou, Ministre des Infrastructures Economiques de l'audience qu'il a bien voulu accorder à la mission, ainsi que Madame Aya Madeleine Kouamé Epse Yao, Conseillère Spécial du Ministre de l'Economie et des Finances, Monsieur Ibrahiman Berté, Directeur Général de l'Office National de l'Eau Potable (ONEP), Monsieur Abouo Norbert Kouassi Kobena, Directeur Général de l'Hydraulique Humaine, Monsieur Pierre Dimba, Coordonnateur du PREMU et tous leurs collaborateurs pour l'accueil et leur disponibilité tout au long de la mission.

3. La mission de l'IDA était conduite par Monsieur Matar Fall (Spécialiste en Chef Eau et Assainissement, Chargé du Projet) et comprenait : Madame Véronique Verdeil (Spécialiste Principal en Eau et Assainissement), Messieurs Abdoulaye Gadieré (Spécialiste Principal en Sauvegarde Environnementale), Maurice Adoni (Spécialiste Principal en Passation de Marchés), Ndiaga Samb (Consultant, Spécialiste Principal Développement Social), et de Madame Mariame Bamba-Coulibaly (Assistante de Programme).

4. Le présent aide-mémoire reflète la synthèse des constats, conclusions et recommandations des différentes séances de travail organisées avec la partie ivoirienne portant sur l'état de mise en œuvre des composantes, les aspects de gestion fiduciaire, les mesures de sauvegarde, et présente le plan d'actions des recommandations de la mission. L'aide-mémoire comporte trois annexes : annexe 1 : Plan d'actions de mise en œuvre des recommandations de la mission ; annexe 2 : Passation des Marchés ; annexe 3 : Organigramme de la cellule de coordination du PREMU ; annexe 4 : liste des personnes rencontrées.

B. EVOLUTION DU PROJET VERS L'ATTEINTE DE SON OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT

5. Pour rappel, l'objectif de développement du PREMU est d'améliorer la qualité et d'accroître l'accès aux services d'alimentation en eau (AEP) dans plusieurs centres urbains et de renforcer la capacité de l'ONEP en matière de planification et de gestion financière du secteur de l'hydraulique urbaine.

6. Le projet a été approuvé par le Conseil d'Administration de l'IDA le 9 décembre 2016 pour un montant de 44,8 millions d'euros (29,4 milliards FCFA) soit 50 millions de dollars équivalent. Le Crédit est entré en vigueur le 17 mai 2017.

7. L'évolution du projet depuis la mise en vigueur du crédit, a été jugée satisfaisante par la mission. L'équipe de coordination du projet telle que définie dans l'Accord de Financement, est en place et opérationnelle (voir annexe 3 de l'aide-mémoire) ; 50% du crédit a été engagé à travers des contrats de travaux déjà attribués et les diligences de sauvegarde environnementale et sociale préalables à l'ouverture des chantiers, sont en cours de satisfaction.

8. Au stade actuel, aucun indicateur de résultat du projet n'a encore évolué. La mission a eu l'occasion de discuter des indicateurs pour s'assurer de la bonne compréhension commune de la définition et du mode de calcul des indicateurs. La partie ivoirienne a montré l'importance qu'elle accorde au mécanisme de la collecte, de traitement et de la transmission des données entre l'ONEP, la SODECI et l'unité de coordination du projet pour renseigner le cadre de résultats du projet.

C. ETAT D'AVANCEMENT DES DIFFERENTES COMPOSANTES DU PROJET

Composante A : Renforcement de l'alimentation en eau potable (AEP) (*26,8 milliards FCFA*)

9. Cette composante soutient le renforcement de cinq systèmes de production d'eau potable alimentant huit centres urbains de l'intérieur – Tiassalé, N'Douci, N'Zianouan, Agboville, Bingerville, Béoumi, Korhogo et Ferkessédougou – ainsi que la densification des réseaux de distribution et l'accroissement de l'accès par un programme de branchements sociaux domiciliaires. La passation des marchés prévus sur cette composante est à un stade avancé.

10. **Travaux de renforcement des AEP**. Cette sous-composante composée de sept (7) marchés de travaux et fournitures estimés à 24,6 milliards F CFA est déjà engagée à hauteur de 61% :

- Trois (3) marchés – AEP de Ferkéssédougou/Korhogo, d'Agboville et de Tiassalé – ont été attribués, pour un montant total de 14.9 milliards FCFA ;
- Deux (2) marchés – AEP de Béoumi et Bingerville – sont en cours d'attribution ;
- Le dossier d'appel d'offres des travaux d'amenée d'électricité estimés à 1,58 milliard FCFA, est en cours de finalisation ;
- Le dossier d'appel d'offres de fourniture des kits pour les branchements sociaux est en cours de validation pour publication à la Direction des Marchés Publics. La partie ivoirienne a confirmé que la pose des branchements sera confiée à la SODECI et financée sur le Fonds de l'Eau, suivant le mécanisme déjà expérimenté dans le cadre du projet PRICI.

11. **Contrôle et supervision des travaux d'AEP.** Cette sous-composante estimée à 1,07 milliards FCFA est engagée à hauteur de 55%.

- Trois (3) marchés – Ferkéssédougou/Korhogo, Agboville et Tiassalé – ont été attribués, pour un montant total engagé de 593 929 156 FCFA ;
- Deux (2) marchés – Béoumi et Bingerville – sont en cours d'attribution ;
- Pour le suivi et contrôle des travaux d'amenée d'électricité, le projet a informé la mission qu'il envisage de confier la prestation à la CIE. La mission a indiqué à la partie ivoirienne que cette option, comme toute demande d'entente directe, devrait être argumentée dans une note technique justificative pour recueillir l'accord de principe de l'IDA, avant

inscription dans le plan de passation des marchés.

12. **Démarrage de l'exécution des travaux.** La mission a rappelé que les plannings d'exécution des travaux doivent prendre en compte les délais nécessaires à la mise en œuvre des instruments de sauvegarde environnementale et sociale qui conditionne le démarrage effectif des travaux. Tenant compte de cette exigence, les premiers chantiers de travaux pourraient s'ouvrir en janvier 2018.

Composante B : Appui institutionnel et renforcement des capacités (*2,6 milliards FCFA*)

13. **Appui institutionnel**. Les trois (3) études majeures d'appui institutionnel au secteur à savoir, (i) l'audit technique des contrats et des conventions du secteur de l'eau potable, (ii) la valorisation du patrimoine affermé, et (iii) la modélisation financière du secteur, sont en cours de préparation. Les TDR des trois études ont reçu la non-objection de l'IDA et les demandes de proposition (DP) y afférent ont été lancées. Le dépôt des offres est prévu le 3 novembre 2017 et les attributions en début 2018.

14. **Renforcement des capacités.** Cette sous-composante comporte des activités de renforcement des capacités de l'ONEP en matière de : (i) planification et mise en œuvre, des investissements et de suivi-évaluation, (ii) gestion financière (y compris la maitrise du modèle financier) et (iii) de suivi de l'exploitation. La déclinaison de ces rubriques en activités spécifiques (formations, recrutements, etc.) est en cours et permettra d'opérationnaliser progressivement la sous-composante.

- **Gestion du projet**. Cette sous-composante (1,4 milliard FCFA) comprend : (i) la prise en charge du fonctionnement de la cellule de coordination du projet, y compris le personnel, (ii) des prestations de suivi de l'exécution du projet et de ses impacts. Le recrutement de l'auditeur financier et comptable pour les trois prochains exercices est en cours ; des audits techniques périodiques des investissements du projet seront programmés. Les rubriques prévues pour appuyer la mise en œuvre des mesures de sauvegarde sociale et environnementale ainsi que celle prévue pour l'engagement citoyen, devront être déclinée en activités spécifiques à introduire dans le Plan de Passation de Marchés (PPM) au fur et à mesure de leur déclenchement.

- **Evaluation de l'impact du projet**. Les TDR pour la réalisation d'une enquête visant à établir la situation de référence en matière d'accès à l'eau potable, les attentes et le niveau de satisfaction des populations bénéficiaires du projet, ont reçu la non-objection de l'IDA au cours de la mission. Sur cette base, deux autres enquêtes seront menées à mi-parcours et à la fin du projet pour mesurer l'impact du projet, les changements apportés et le niveau de satisfaction des bénéficiaires. La mission a recommandé que la cellule et l'ONEP utilisent des outils supplémentaires (albums photos, films documentaires, etc.) pour documenter la situation d'avant-projet et son évolution progressive en vue de l'évaluation finale du projet.

- **Engagement citoyen.** Les échanges au cours de la mission ont mis en évidence l'importance d'accompagner la phase des travaux et de préparation de la campagne des branchements sociaux par des actions de communication et d'engagement citoyen à l'échelle locale dans les communes et au niveau plus institutionnel, en s'appuyant sur l'expérience existante et le programme du gouvernement « Eau pour tous ». Il a été convenu que l'échange d'expériences et de documentation se poursuivra avec les spécialistes de l'IDA, et que la partie ivoirienne engagera une concertation avec tous les acteurs concernés pour élaborer un projet de document stratégique d'engagement citoyen qui sera ensuite déclinée dans le cadre du projet. Cette note de stratégie sera transmise à

l'IDA pour avis, avant la fin du mois d'octobre.

D. GESTION FIDUCIAIRE ET MESURES DE SAUVEGARDE

Gestion financière

15. *Cadre de gestion financière :* Le projet est entré en vigueur le 17 mai 2017. La mission a été informée que les personnels, outils et mécanismes de gestion financière sont en place conformément à l'Accord de financement.

16. *Reporting et audit externe.* Le recrutement de l'auditeur financier du projet est bien avancé. La DP incluant les TDR ayant déjà reçu la non-objection, à également reçu l'avis favorable de la Banque. L'auditeur sera mobilisé dans les délais pour l'audit 2017 à soumettre à l'avis de la Banque au plus tard le 30 juin 2018. Le premier rapport de suivi financier (RSF) pour la période se terminant le 30 juin a été soumis dans les délais et a été jugé satisfaisant par la Banque.

17. *Budget et projections de décaissements.* Le taux de décaissement actuel du crédit est de 10,21%, correspondant au versement de l'avance initiale de 3 milliards de FCFA sur le compte désigné le 9 juin 2017. Une première série de dépenses de fonctionnement fera l'objet d'une Demande de Requête de Fonds (DRF) dans les prochaines semaines. Conformément à l'Accord de crédit, un projet de budget pour l'exercice 2018 devra être soumis à l'avis de l'IDA avant le 30 novembre 2017. La mission a permis de discuter de la programmation des activités préalables au démarrage des travaux d'investissement qui doit être pris en compte dans l'élaboration du budget et les projections de décaissement du crédit. Le projet a estimé qu'il pourrait justifier des dépenses à hauteur de 2,3 milliards FCFA au cours du dernier trimestre 2017 (avances de démarrage des travaux déjà engagés), puis 7,5 milliards (avancement des travaux, démarrage des études) au cours du premier semestre 2018 ; ce qui porterait le taux de décaissement cumulé du crédit à près de 40% au 30 juin 2018.

18. Le projet est exclusivement financé par le crédit IDA. Toutefois, la partie ivoirienne a informé la mission que l'Etat a mis en place une provision de 384 millions FCFA au titre de l'année 2017, pour (i) le paiement des indemnités aux personnes affectées par les travaux du projet (291 millions FCFA) et (ii) une contribution aux coûts de fonctionnement du projet, par la prise en charge des agents de l'Etat affectés au projet, notamment l'agent comptable et le contrôleur financier. Le projet bénéficiera également de la décision n°043 du 02 mai 2017, pour l'exonération des droits et taxes d'entrée pour les activités liées au projet.

19. *Performance de la gestion financière. A* ce stade initial du projet, la performance de la gestion financière est jugée **satisfaisante** et le risque fiduciaire substantiel. Une mission de supervision détaillée des aspects de la gestion financière est prévue d'ici en décembre 2017.

Passation des marchés

20. *Nouveaux seuils de revue préalable de l'IDA.* La mission a informé la partie ivoirienne des nouveaux seuils de revue à priori applicables au projet. L'objectif de cette révision des seuils de revue préalable des marchés par l'IDA, est de responsabiliser d'avantage les emprunteurs en fonction de l'évaluation des risques pays et projet. Le projet étant classé dans la catégorie à risque modéré, les seuils de revue à priori ont été relevés à (i) 15 millions de dollars US pour les marchés de travaux, (ii) 4 millions de dollars US pour les marchés de fournitures et services assimilés et (iii) 2 millions dollars US pour les marchés de services de consultants (firmes). Par conséquent, toutes les passations de marchés du PREMU, y compris celles déjà entamées, sont désormais en revue à postériori, à l'exception de l'audit financier et

comptable, des contrats pour les personnels permanents des projets et des ententes directes d'un montant supérieur ou égal à 100.000 dollars US qui restent soumis à la revue préalable.

21. *Plan de passation des marchés (PPM).* Un projet de PPM avait été soumis à la revue de l'IDA avant la mission sous la nouvelle plateforme de passation des marchés STEP. La mission a permis de discuter, outre l'application des nouveaux seuils, les ajustements à faire sur le PPM, notamment l'introduction progressive d'activités spécifiques dérivées des budgets programmes de la composante institutionnelle, lorsqu'elles feront l'objet d'une passation de marché. Le PPM révisé tenant compte des observations de la Banque sera resoumis sous STEP pour non-objection, le 20 octobre 2017 au plus tard.

22. *Performance de la passation des marchés.* A ce stade initial du projet, la performance de la passation des marchés est jugée **satisfaisante** et le risque est modéré. Néanmoins, la mission a constaté la nécessité de renforcer les capacités de l'unité de coordination et de toutes les structures impliquées dans la passation des marchés du projet pour améliorer leur efficacité dans le meilleur intérêt de l'emprunteur. A cet égard, il a été convenu d'organiser une formation, pour laquelle le Projet préparera des TDR.

Mesures de sauvegarde environnementale et sociale

23. Après la mission de revue des questions environnementales et sociales de juin 2017, la présente mission a noté les avancées significatives dans la préparation des mesures de sauvegarde environnementale et sociale qui vont sous-tendre l'exécution des travaux. Les dix (10) rapports (5 CIES et 5 PAR) initialement prévus ont été finalisés.

24. Le calendrier pour les non-objections de l'IDA sur ces dossiers a été convenu comme suit :

- CIES : les 5 CIES initialement prévus ont été finalisés et transmis à la Banque pendant la mission. La Banque s'est engagée à transmettre son avis sur tous ces dossiers, au plus tard le 20 octobre 2017 ;
- PAR : les 4 PAR finalisés (Agboville, Korhogo/Ferke, Tiassalé, Béoumi) ont été soumis à l'IDA et un point a été fait au cours de la mission ; le PAR restant pour Bingerville sera soumis au plus tard le 10 octobre 2017. La Banque a déjà approuvé les PAR de Agboville et Tiassalé et s'est engagée à donner son avis sur les PAR restants, au plus tard le 15 octobre 2017 ;
- La mission a rappelé que tous les instruments de sauvegarde approuvés devront faire l'objet d'une large diffusion au niveau du pays et à l'INfoshop de la Banque.

25. *Exécution des PAR.* La mission a été informée des dispositions prises par le gouvernement de Côte d'Ivoire pour l'indemnisation des personnes affectées par le projet et se félicite que les fonds soient disponibles et puissent être déclenchés dès réception de la non-objection de la Banque sur les PAR. La mission a rappelé que dans le respect de la politique opérationnelle sur les recasements involontaires, l'ouverture des chantiers et le démarrage des travaux dans les sites qui nécessitent des déplacements des populations, sont strictement conditionnés à l'exécution intégrale des PAR et la confirmation du paiement effectif des indemnisations.

26. *Exécution des CIES.* La mission a souligné avec insistance que les clauses environnementales et sociales telles que décrites dans les CIES, doivent être intégrées aux contrats de travaux, et que les entreprises et les bureaux de contrôle doivent inclure dans leurs équipes des experts environnementalistes et sociaux compétents pour assurer la mise en œuvre et le suivi de la conformité des PGES chantiers.

27. *Mécanisme de gestion des plaintes et des litiges.* En complément des actions d'engagement citoyen et de communication évoqués plus haut, la mission a souligné l'importance de rendre effectif les mécanismes de gestion des plaintes et des litiges prévus dans le Cadre de Politique de Recasement du projet et dans chacun des PAR. Ces mécanismes doivent être adaptés à chaque site du projet et mobiliser les autorités locales et les populations riveraines des travaux.

28. La partie ivoirienne a sollicité l'appui des spécialistes de la Banque pour organiser un atelier de formation des parties prenantes du projet impliquées dans la mise en œuvre des mesures de sauvegarde environnementale et sociale.

E. PROCHAINES ETAPES

29. Le plan d'actions des principales recommandations de la mission est figure à l'annexe 1 du présent aide-mémoire.

30. La prochaine mission de supervision du projet aura lieu en février 2018, à une date qui sera fixée d'un commun accord.

F. ACCES A L'INFORMATION

31. Dans le cadre de la Politique de la Banque en matière d'accès à l'information en vigueur depuis le 1er juillet 2010, l'emprunteur et la Banque conviennent que cet aide-mémoire peut être rendu public.

Fait à Abidjan le 7 octobre 2017.

Pour la Banque Mondiale,	Pour le Gouvernement de la Côte d'Ivoire,
Matar Fall, Chargé de Projet,	Pierre Dimba, Coordonnateur du PREMU

Annexe 1 : **Plan d'actions des principales recommandations de la mission**

	Diligences	Responsabilités	Délai, au plus tard
	PASSATION DE MARCHÉS		
	Réviser le PPM dans STEP et le resoumettre pour avis de non-objection de l'IDA	CC PREMU	20 octobre 2017
	Transmettre à l'équipe de la Banque un tableau sur les marchés attribués (dates, montants) et sur l'état d'avancement des composantes du projet	CC PREMU	Tous les deux mois à partir du 15 novembre
	Organiser un séminaire de formation sur les principes fondamentaux de passation des marchés et l'élaboration des rapports d'analyse des offres à l'endroit des acteurs et tous les membres évaluateurs de la COJO	CC PREMU et autres intervenants	30 octobre 2017
	Prendre l'avis d'au moins 3 techniciens pour les évaluations des offres techniques	CC PREMU	Immédiat
	MESURES DE SAUVEGARDE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE		
	Soumettre à la Banque pour avis, le PAR de Bingerville	CC PREMU	10 octobre 2017
	Transmettre l'avis de la Banque sur les TDR pour le recrutement du spécialiste sauvegarde de l'ONEP	Banque mondiale	12 octobre 2017
	Transmettre l'avis de la Banque sur les PAR soumis	Banque mondiale	15 octobre 2017
	Transmettre l'avis de la Banque sur les 5 CIES	Banque mondiale	20 octobre 2017
	S'assurer de la mise en œuvre des clauses environnementales et sociales (CIES/PGES) dans l'exécution des marchés de travaux.	CC PREMU	Continu
	GESTION FINANCIÈRE		
	Transmettre l'avis de la Banque sur la DP pour le recrutement de l'auditeur financier	Banque mondiale	11 octobre 2017
	Soumettre pour avis le projet de programme de travail et budget pour l'année 2018 (PTBA)	CC PREMU	30 novembre 2017

	Diligences	Responsabilités	Délai, au plus tard
	SUIVI-ÉVALUATION DU PROJET ET ENGAGEMENT CITOYEN		
	Transmettre à la Banque un projet de document de politique d'Engagement Citoyen concerté entre les parties ivoiriennes	CC PREMU	30 octobre 2017

Annexe 2 : **Passation des marchés**

1. Revue du Plan de passation des marchés (PPM)

- Le nouveau PPM prend en compte l'ensemble des activités identifiées avec l'Office National de l'Eau Potable (ONEP).
- La dernière version du plan de passation des marchés (PPM) validé par l'IDA en décembre 2016, comporte 34 activités dont 32 à marchés de travaux, fournitures et consultants pour un montant prévisionnel de 48 832 000 dollars US.
- La mission note que six marchés d'un montant d'environ : 27.7 millions $US sont attribués ; ce qui représente plus de 50% de l'ensemble des marchés inscrits au PPM de décembre 2016. Des aménagements suite à cette mission sont envisagés dans le PPM qui sera alors révisé à cet effet et resoumis à la banque pour approbation.
- Quant aux activités de recrutement de consultants, au nombre de 17 prévues dans le PPM, trois ont été attribuées et les contrats sont en cours de signature, deux sont en attente de la négociation prévue le 10/10/2017.

Tableau succinct de l'avancement des activités de passation des marchés

Travaux et Fournitures

rd re	Description	Montant prévu en milliers $US	Montant contrat en milliers ($ US)	Montant marché (F CFA)	Titulaire	Etat d'avancement physique au 06/10/2017	Observations / Commentaires / Dispositions à prendre
						Avancement physique	
A	Composante A: Alimentation en eau Potable (AEP) des centres Urbains	24 591 118	43 912,71				

	Travaux de renforcement du système d'eau potable dans les villes de Tiassalé, N'DOUCI et Nzianoua	2 964 600	5 293, 93	3 865 503 344	**CGC-CI**	Publication : 29/05/2017 Ouvert le 13/07/2017. Attribution 06/10/2017	
2	Travaux de renforcement du système d'eau potable dans la ville d'Agboville	5 549 479	9 909,78	5 064 777 452	**ESPINA**	Publication : 25/04/2017 Ouvert le 13/06/2017. Attribution 06/10/2017	
3	Travaux de renforcement du système d'eau potable dans les villes de Korhogo et Ferkessédougou	5 742 982	10 255,33	5 997 558 232	**FRANZE TTI**	Publication : 21/04/2017 Ouvert le 06/06/2017. Attribution 06/10/2017	
4	Travaux de renforcement du système d'eau potable dans la ville de Béoumi	2 522 750	4 504,91			Publication : 23/06/2017 Ouvert le 06/06/2017.	Demande de clarification en attente pour attribution
5	Travaux de renforcement du système d'eau potable dans la ville de Bingerville	5 817 147	10 387,76			Publication 07/07/2017 Ouverture 16/08/2017	Demande de clarification en attente pour attribution
6	Travaux de renforcement du Système d'alimentation électrique des centres de production (5 lots)	1 580 000	2 821				En attente des spécifications techniques - le montant estimatif initial: 994 000 000
7	Acquisition de fournitures pour la réalisation de 10 000 branchements sociaux	1 000 160					En cours de publication

B	**COMPOSANTE B : Appui institutionnel et renforcement des capacités**	**208 900**	**373,04**				
8	Acquisition de matériels informatiques et bureautiques pour l'ONEP	25 000	44,21			Invitation 03/10/2017 Ouverture 17/10/2017	
9	Acquisition de matériels informatiques et bureautiques la cellule de coordination	30 000	53			Invitation : 03/07/2017 Ouverture : 16/08/2017	En attente de paiement
10	acquisition de matériel techniques la cellule de coordination et l'ONEP	10 000	17,86			Invitation 03/10/2017 Ouverture 17/10/2017	ONEP uniquement
11	Acquisition de véhicules (1 pick-up et 1 4x4) pour l'agence d'exécution	42 000	75	41 990 000	CFAO MOTORS	Invitation 26/07/2017 Ouverture 10/08/2017	Livraison en cours
12	Acquisition de deux véhicules (1 pick-up et 1 véhicule de type 4x4) pour la cellule de coordination	58 000	103			Invitation 07/07/2017 Ouverture 16/08/2017	

3	achat de carburant la cellule de coordination et l'ONEP	25 000	44,64				Livraison en cours
4	assurance de véhicules la cellule de coordination et l'ONEP	6 700	11,9				En attente livraison
5	assurance maladies la cellule de coordination et l'ONEP	2 200	3,93				exécuté
6	acquisition de fournitures de bureau la cellule de coordination et l'ONEP	10 000	17,86			Invitation 03/10/2017 Ouverture 17/10/2017	

Services de Consultants

	Description	**Montant prévu en milliers $US**	**Montant contrat en milliers ($ US)**	**Montant marché (F CFA)**	**Titulaire**	**Etat d'avancement physique au 06/10/2017** **Avancement physique**	**Observations / Commentaires / Dispositions à prendre**
2	**Volet 2 : 'Eau potable'**	**1 092 617**	**1 951**			-	-
	Suivi et contrôle des travaux de renforcement du système d'eau potable dans les villes de Tiassalé, N'DOUCI et N'Zianoua	120 217	215	211 433 565	GAUFF INGENIEUR	Marché approuvé	Démarrage de la prestation en tenant compte de la fin des PAR
2	Suivi et contrôle des travaux de renforcement du système d'eau potable dans la ville AGBOVILLE	200 000	357	203 495 500	ARC INGENIERIE/COMETE	Marché en cours d'approbation MIE	Démarrage de la prestation en tenant compte de la fin des PAR

					INTERNATIONAL/SONEDE INTERNATIONAL		
3	Suivi et contrôle des travaux de renforcement du système d'eau potable dans les villes de Korhogo et Ferkessédougou	200 000	357	181 000 000	TERRABO/SETEC	Marché en cours de signature	Démarrage de la prestation en tenant compte de la fin des PAR
4	Suivi et contrôle des travaux de renforcement du système d'eau potable dans la ville de Béoumi	120 000	214			Négociation du contrat	En attente de la Confirmation du personnel
5	suivi et contrôle des travaux de renforcement du système d'eau potable dans la ville de Bingerville et ses environs	150 000	268			Négociation du contrat	En attente de la Confirmation du personnel
B	**COMPOSANTE B : Appui institutionnel et renforcement des capacités**	**1 776 000**	3 171,43				
-1	**Appui institutionnel**	**722 400**	**1 290**				
6	Recrutement d'un consultant pour l'audit technique des contrats et conventions en cours	201 600	360			Publication : 28/08/2017 Ouverture le : 11/10/2017	
7	Recrutement d'un consultant pour l'appui à l'inventaire des immobilisations	369 600	660			Publication : 22/09/2017 Ouverture le : 27/10/2017	
8	Recrutement d'un consultant pour l'appui à la modélisation financière	151 200	270			Publication : 30/08/2017 Ouverture le : 11/10/2017	
A4	**Volet 4 'Eclairage Publics'**	**12 200,00**	**10 787,40**	**5 207 677 807**			

9	Etudes pour le PAR	30 000	53	20 935 480	GBELLE Marc	Contrat visé	Exécution de la prestation en cours
10	CIES	30 000	53	19 564 440	GBELLE Marc	Contrat visé	Execution de la prestation en cours
11	Audit financier et comptable exercice 2016, 2017, 2018 et 2019	60 000	107				En attente de l'ANO sur la liste restreinte et Demande de Proposition
12	Enquête de référence sur la satisfaction des services d'eau potable	30 000	53				En attente de l'ANO sur TDR
13	Sensibilisation éducation, communication et encadrement pour engagement citoyen des bénéficiaires	40 000	71				En attente des TDR

2. **Revue du système de gestion des marchés.** Le projet est à ses début et n'a pas pu encore faire l'objet de revue du système de gestion des marchés.

3. **Revue des documents de passation de marchés à priori.** Les seuils de passation ayant été relevés, tous les marchés du plan de passation à l'exception de celui relatif à l'audit des comptes passent à posteriori.

3. **Performance du projet en matière de passation des marchés.** A ce stade, la mission conclut que le risque fiduciaire au niveau de la passation des marchés est faible (modéré) car le système de gestion est acceptable et aucune procédure de passation ou de gestion des marchés non conforme n'a été notée.

Principales recommandations de la mission :

(i) Accélérer d'avantage les activités de passation des marchés ;

(ii) Eclater les différentes activités relatives au volet renforcement des capacités (élaborer les TDR/spécifications) avant insertion dans le PPM;

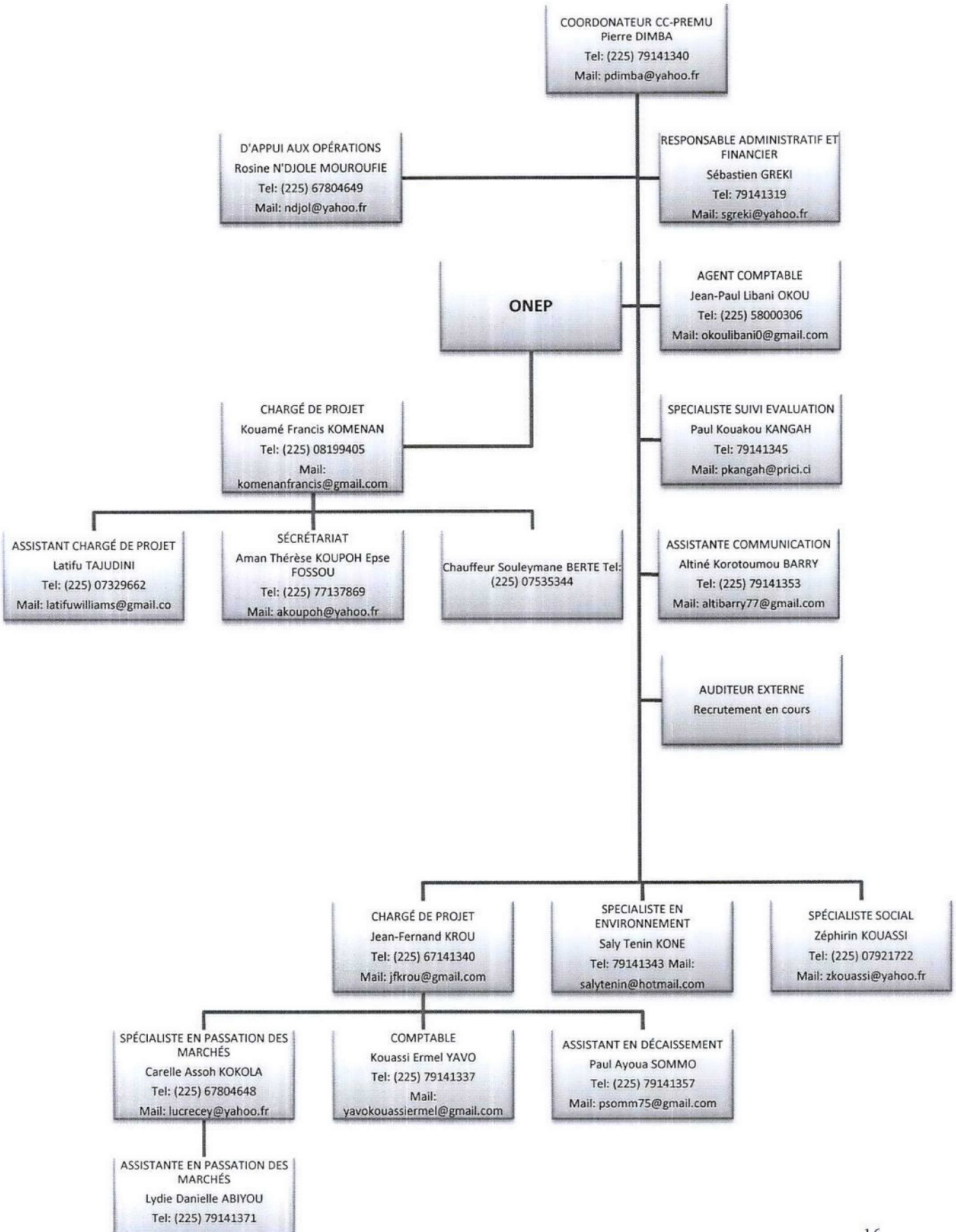
(iii) Organiser un séminaire de formation à compter du 15 octobre 2017 sur les principes de passation des marchés et l'élaboration des rapports d'analyse des offres à l'endroit des acteurs de la Cellule de Coordination et les membres évaluateurs de la COJO qui interviennent dans les commissions d'évaluation.

(iv) Utiliser les évaluations d'au moins trois techniciens pour l'évaluation des offres techniques ;

(v) Actualiser le plan de passation des marchés, puis le transmettre à l'IDA, au plus tard le 20 octobre pour approbation. Ce PPM doit comporter l'ensemble des nouvelles activités identifiées et validées à l'issue de l'éclatement des activités relatives au renforcement des capacités et des activités d'audit. Il doit également tenir compte de délais réalistes en termes de prévision des activités.

Recommandations missions	**Délai de mise en œuvre**	**Structures responsables**
Accélérer davantage les activités de passation des marchés	Permanent	CC-PREMU
Organiser un séminaire de formation sur les principes fondamentaux de passation des marchés et l'élaboration des rapports d'analyse des offres à l'endroit des acteurs et surtouts membres évaluateurs de la COJO	15 octobre 2017	CC-PREMU
Prendre l'avis d'au moins 3 techniciens pour les évaluations des offres techniques	Immédiat	CC-PREMU
Actualiser le plan de passation des marchés, puis le transmettre à l'IDA	20 Octobre 2016	CC-PREMU Agences d'exécution

Annexe 3 : **Organigramme de la Cellule de Coordination du PREMU**



Annexe 4 : **Liste des Personnes Rencontrées**

NOM & PRENOM (S)	STRUCTURE	FONCTION
KOUAKOU Amédé	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES	Ministre
EKPINI Gilbert		Directeur de cabinet
YAO Aristide		Directeur de cabinet adjoint
BEHIBRO Fidèle		Conseiller Technique
Pierre DIMBA	CELLULE DE COORDINATION DU PROJET PREMU	Coordonnateur
GREKI Sébastien		Responsable Administratif et Financier
KONE Saly		Chargé du suivi environnemental
Jean Fernand KROU		Coordonnateur Adjoint
KOMAN Yapo Serge		Expert Electricité
KOKOLA Carelle		Spécialiste Passation Marché
MALAN Bendé Narcisse		Communication
KANGAH Paul		Chargé du Suivi évaluation
Fatoumata OUATTARA		Auditeur Interne
N'DJOLE Rosine Mouroufié		Appui aux opérations
KOUASSI Kouadio Zéphirin		Expert sauvegarde sociale
ESSE Akissi Linarès		Assistante suivi-environnemental
OULAI Momblé		Assistant suivi-évaluation
BASSA Carine		Chef de projet PRICI
BROU Kodou Olivier		Spécialiste Passation Marché PRICI
Fatoumata Ouattara CISSE		Auditeur Interne
YAVO Ermel		Comptable
OKOU Libani Jean Paul	AGENCE COMPTABLE PREMU	Agent comptable
BEUGRE Kassi Yolande	CONTROLE FINANCIER PREMU	Contrôleur Financier MEF-Intérimaire Contrôleur Financier PREMU
YAO Madelaine	MEF	Conseiller Technique
BOULON Tanoh Joelle	MEF/Portefeuille de projets Banque Mondiale	Sociologue Chargé d'études
KOUAMI Yao Thierry	MEF/DGDI	Assistant suivi-évaluation
BERTE Ibrahima	ONEP	Directeur General
KOMENAN Francis	ONEP/PREMU	Chargé de projet
Abdoul Tidjani LATIFU	ONEP/PREMU	Assistant Chef de projet ONEP/PREMU
KOUAME Yao	SODECI	Chef Service Etudes DET/SDE
TANO Komenan Siaka	MIE/DGIHH	Sous-Directeur
GBELLE Marc	Consultant CGES et CPRP	Consultant
M'BRA Yao Syllas	CI-ENERGIES	Chargé d'études
DIARRASSOUBA Ahamed		Chef de service Etudes /Distribution
SILUE Tinniloh Karim	CIE	DAO/CAO
Mariame Bamba COULIBALY		Assistante au programme
N'GUETTIA Anini	CIE/DEMO	Sous-directeur Etudes
BROU Alexandre		Chargé d'études

MATAR FALL	BANQUE MONDIALE	Chargé de projet
Véronique VERDEIL		Spécialiste Eau et assainissement
ADONI Maurice		Spécialiste Principal Passation des Marchés
Abdoul WAHABI SEYNI		Senior Spécialiste en développement social
SAMB Ndiaga		Spécialiste en sauvegarde sociale
Mariame BAMBA		Assistante au Programme